

MATÉRIAUX

pour l'histoire de notre temps

PUBLIÉ PAR LA BDIC ET L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC ET DU MUSÉE • N° 81 • janvier-mars 2006 • 12 €



BIBLIOTHÈQUE DE
DOCUMENTATION
INTERNATIONALE
CONTEMPORAINE



L'Argentine *de Perón à Kirchner*

1973-2003

L'Argentine de Perón à Kirchner

1973-2003

Bruno Groppo,

Éditorial 1

Politique

Luis Alberto Romero

L'Argentine de 1973 à 2003 : un survol 7

Ana M. Barletta, Jorge Cernadas

*De la « démocratie intégrée »
au terrorisme d'État : 1973-1976* 14

Waldo Ansaldi

*Autour de la re-légitimation
de la classe politique argentine* 21

Alfredo Pucciarelli

La dégradation de la politique 26

Économie

Jorge Schvarzer

25 ans de recul historique 35

Eduardo Basualdo

Évolution et impact de la dette extérieure 42

Daniel Azpiazu, Martín Schorr

Le traumatisme des privatisations 51

Société et mémoire

Ana Julia Ramírez, Aníbal Viguera

*La protestation sociale dans les trois
dernières décennies du XX^e siècle* 58

Pablo A. Pozzi

Crise et décadence de la classe ouvrière 70

Noemí M. Girbal-Blacha

*Mémoire, identité nationale et crise.
Réflexions dans une perspective historique* 78

Sandra Raggio

*La lutte pour les droits de l'homme
et la mémoire du terrorisme d'État
dans la construction de la démocratie* 87

Roberto Pittaluga

*Écritures du passé récent argentin :
entre histoire et mémoire* 99

Patricia Funes

*Espionner, fichier, réprimer. La Direction
des services de renseignement de la police
de la province de Buenos Aires et ses archives* 105

Cécile Tardy

*L'Argentine à la BDIC :
des partenariats renouvelés* 115

Résumés / abstracts 117

Bulletin d'abonnement 120

Ce numéro est publié avec le concours de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Université de Dijon.

Plusieurs articles ont été préparés dans le cadre du projet de recherche ECOS-Sud sur *La génération militante des années 1960 et 1970 en Argentine et en France : histoire, mémoire, sources.*

Toutes les photos qui figurent dans ce numéro ont été mises à disposition gratuitement par le CEDINCI (Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierdas en la Argentina) de Buenos Aires. Nous tenons à remercier Roberto Pittaluga, directeur du Cedinci, Horacio Tarcus, Adriana Petra et Laura Ehrlich, qui nous ont aidé à sélectionner les documents.

MATÉRIAUX

pour l'histoire de notre temps

numéro 81 • janvier-mars 2006

Publié par la BDIC et l'Association des amis de la BDIC et du Musée

COORDINATION DU NUMÉRO : Patricia Flier et Bruno Groppo.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Robert Frank.

COMITÉ DE RÉDACTION : le Bureau de l'association.

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION : Sophie Cœuré, Sonia Combe, Gregor Dallas, Jean-Claude Famulicki, Bruno Groppo, Jean-Philippe Legois, Martine Lemaître, Antoine Marès, Régis Meyran, Didier Musiedlak, Yves Tomic, Rossana Vaccaro, Franck Veyron.

BUREAU DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC ET DU MUSÉE

PRÉSIDENT FONDATEUR : Daniel Mayer †.

PRÉSIDENT : Robert Frank.

VICE-PRÉSIDENT-E-S : Andrée Bachoud, Jacques Delarue, Bruno Groppo, Didier Musiedlak, Rita Thalmann.

MEMBRE DE DROIT : Geneviève Dreyfus-Armand (*directrice de la BDIC*).

TRÉSORIER : Franck Veyron.

SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF ET FINANCIER : Monique Smolar.

BUREAU : Diane Afoumado, André Bach, Gilles Baud-Berthier, Jean-Jacques Becker, Gérard Bossuat, Marie-Claude Chaput, Sophie Cœuré, Sonia Combe, Stéphane Courtois, Gregor Dallas, Jean-Claude Famulicki, Hélène Kaplan, Henry Laurens, Gilles Le Beguec, Jean-Philippe Legois, Martine Lemaître, Antoine Marès, Marc Martin, Régis Meyran, Alain Montchablon, Robi Morder, Emmanuel Naquet, Robert Paris, Janine Ponty, Jacques Portes, Bernard Pudal, Denis Rolland, Hugues Tertrais, Yves Tomic, Rossana Vaccaro, Claudie Weill, Andreas Wilkens, Mercedes Yusta, Michelle Zancarini-Fournel.

Association des Amis de la BDIC et du Musée, 6, allée de l'Université, 92001 Nanterre cedex • Tél. 01 40 97 79 21 • Fax 01 40 97 79 40

MISE EN PAGE : Patrice Bouveret, Goliard's Presse (69).

IMPRESSION : Imprimerie Suin (02).

Dépôt légal à date de parution.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

Personnes physiques : 50 € / hors Europe : 56 €

Étudiants : 25 € / Adhérents à l'Association des amis de la BDIC : 38 €

Institutions : 70 € / hors Europe : 76 €

Publié avec le concours du Centre national du livre et de l'Université de Paris-X.

INTERNET : <http://www.bdic.fr/materiaux/index.htm>

COURRIER ÉLECTRONIQUE : materiaux@bdic.fr

PHOTOGRAPHIES DU NUMÉRO : Archives photographiques du CEDINCI (Buenos Aires).

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE : *Desaparecidos*. Marche pour la vie, 1983 (A. Lestido).

La revue est en vente dans les librairies suivantes :

- Librairie des sciences politiques
30, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris
- Librairie Compagnie
58, rue des Écoles, 75005 Paris
- La Boutique de l'histoire
24, rue des Écoles, 75005 Paris



SOURCES DU PRÉSENT

L'OUVERTURE AU PUBLIC D'UN FONDS PRESTIGIEUX

UN PATRIMOINE EXCEPTIONNEL

> La mémoire du XX^e siècle

La BDIC est une institution unique en France. Son histoire se confond avec celle d'un couple d'industriels, Louise et Henri Leblanc. En 1917, ils font don à l'Etat du fonds qu'ils ont créé au début de la Première Guerre mondiale : une bibliothèque et un musée, dédiés à l'étude de la Grande Guerre.

Pour la nouvelle institution, la voie est tracée : depuis, seule en Europe, elle se consacre entièrement à l'histoire contemporaine et collecte toutes les sources d'information, sans exclusive, afin de garantir la neutralité de son travail. Elle s'attache plus particulièrement à l'analyse des conflits armés et des crises politiques et socio-économiques :

- Guerre de 14-18
- Seconde Guerre mondiale
- Révolutions, guerres civiles en Europe, émergence de nouveaux Etats
- Idéologies, mouvement ouvrier international
- Combats pour les droits de l'homme
- Fait colonial et décolonisation
- Nationalités et minorités, migrations en Europe et dans le monde

> Des missions multiples

Aujourd'hui, la BDIC stocke et gère 3 millions de documents français et étrangers. Elle est à la fois :

- Une bibliothèque-médiathèque, riche de centaines de milliers de monographies, de dizaines de milliers de périodiques et de milliers de documents audiovisuels.
- Un centre d'archives privées, issues de divers mouvements, associations ou personnalités politiques et intellectuels. Des réfugiés politiques chiliens y ont ainsi déposé les archives de syndicats, après le coup d'Etat de septembre 1973 au Chili.
- Un musée, qui conserve plus de 1 million de documents iconographiques (photographies, affiches, estampes, peintures et dessins, gravures). Il présente dans ses espaces des expositions temporaires de grande qualité. La dernière en date, intitulée *Des slogans et des signes : l'affiche polonaise de 1945 à 2004*, a été saluée par la critique.
- Un centre de recherche, fréquenté par des chercheurs de toutes nationalités, qui organise des travaux collectifs et des cycles de conférences, et édite la revue scientifique *Matériaux pour l'histoire de notre temps*.

Enfin, la BDIC participe à un réseau européen d'établissements comparables - à Amsterdam, Bonn, Milan, Madrid, Moscou -, pour une féconde confrontation des points de vue et la valorisation à l'étranger de la recherche française en sciences humaines.



Evolución e impactos de la deuda externa en la Argentina¹

Eduardo M. Basualdo²

- **La naturaleza del endeudamiento externo argentino**

La deuda externa alude a la relación que se establece entre los acreedores (bancos comerciales, organismos internacionales, tenedores de bonos y títulos) y deudores locales (sector público y privado). De allí que sino se tiene en cuenta el comportamiento del mercado financiero internacional -donde actúan los acreedores externos- y especialmente las transformaciones que se registran en la economía interna -donde se define el comportamiento de los deudores externos-, la evolución e impactos de este fenómeno económico resultan incomprensibles y los intentos para explicarlas adolecen de severas limitaciones o incongruencias.

Abordando el análisis del caso argentino desde esta perspectiva, es insoslayable destacar que desde la última dictadura militar en adelante el modelo sustentado en la sustitución de importaciones es reemplazado por otro que está basado en la valorización financiera, en tanto el capital oligopólico local -constituido por los grupos económicos locales y los intereses extranjeros radicados en el país- contrae deuda externa, realizando con esos recursos colocaciones en activos financieros (títulos, bonos, depósitos, etc.) en el mercado interno, los cuales una vez valorizados son fugados al exterior, debilitando significativamente la inversión y, por ende, el desarrollo económico.

De esta manera, en el caso argentino se verifica que el endeudamiento externo y la fuga de capitales locales al exterior³ constituyen aspectos de un mismo proceso, en tanto ambos se generan a partir de la consolidación de un fenómeno que los precede e impulsa desde de la interrupción del patrón de industrialización sustitutiva que estuvo vigente hasta mediados de la década de los años setenta en el país. Se trata del predominio que ejerce la valorización financiera como eje ordenador de las relaciones económicas que, por cierto, no alude únicamente a la importancia que adquiere el sector financiero en la asignación del excedente sino a un proceso más abarcativo que revoluciona el comportamiento microeconómico⁴ de las grandes firmas oligopólicas de la economía argentina.

¹ Este artículo sintetiza algunos aspectos de un estudio más amplio sobre el tema que se realiza en el marco de la beca otorgada al autor por la Fundación J. S. Guggenheim. El autor le agradece a María Cecilia Nahon y Martín Schorr los comentarios realizados que permitieron mejorar este trabajo.

² Investigador del CONICET, Coordinador e investigador del Área de Economía y Tecnología de la FLACSO.

³ La fuga de capitales locales tiene lugar cuando los residentes de una economía (locales o extranjeros) remiten fondos al exterior para realizar diversas inversiones y adquirir activos que pueden ser físicos (inversiones directas, etc.) o financieros (títulos, acciones, depósitos, etc.). No se trata de una operatoria necesariamente ilegal (aunque presumiblemente una parte significativa podría considerarse como tal), sino de la transferencia de capital líquido hacia el exterior para realizar inversiones directas, o adquirir títulos, acciones, e inmuebles, o efectuar depósitos bancarios. A esta forma de fuga de capitales se le agrega la salida de capitales mediante los denominados "precios de transferencia" y los "créditos intrafirma", que fueron (y siguen siendo) mecanismos tanto de remisión de utilidades como de elusión y evasión impositiva utilizados por los distintos capitales extranjeros para incrementar su rentabilidad y facilitar la remisión de utilidades a sus respectivas casas matrices. En la actualidad esta operatoria también es utilizada por los capitales locales con inversiones directas en el exterior.

⁴ Uno de los efectos microeconómicos que genera la valorización financiera, consiste en la notable importancia relativa que asumen en las grandes firmas los activos financieros en detrimento de los activos físicos, especialmente en aquellas que son oligopólicas en la producción industrial. Al respecto, es relevante señalar que mientras en la etapa sustitutiva (hasta 1976) la tenencia de activos financieros era un fenómeno prácticamente inexistente, durante los primeros años de la década de los ochenta los mismos representaban más del 50% de los activos totales de las grandes firmas (M. Damill y J. M. Fanelli, "Decisiones de cartera y transferencias de riqueza en un período de inestabilidad macroeconómica", Documento Cedes Nro. 12, Buenos Aires, 1988) y en los últimos años de los años noventa superan el 30% (ver: INDEC, "Las grandes empresas en la Argentina, 1993-1997", Buenos Aires, 1999), a pesar de que entre ambas fechas media una

Específicamente, la deuda externa y la fuga de capitales locales al exterior forman parte de un mismo fenómeno porque el primero de ellos ha operado como una masa de recursos valorizable para los grupos económicos y las empresas transnacionales que concentraron el grueso de la deuda externa privada⁵. Dicha valorización ha sido posible por las diferencias que se establecieron a favor de la tasa de interés interna (a la cual se colocaban el dinero) respecto a la vigente internacionalmente (a la cual se tomaban los créditos en el exterior).

Sin embargo, ese proceso no hubiera sido factible sin la participación estratégica del aparato estatal, al menos por dos razones fundamentales. La primera de ellas es que gracias al endeudamiento del sector público con el mercado financiero interno -que es el mayor tomador de crédito en la economía local- la tasa de interés en dicho mercado supera a la vigente en el mercado internacional. La segunda es que el endeudamiento externo del Estado es el que posibilita la fuga de capitales locales al exterior, al proveer las divisas necesarias para que ello sea posible.

Debido a esta modalidad específica de endeudamiento externo, tal como se verifica en el Gráfico Nro. 1, operan sobre el crecimiento económico no solamente una restricción - como está inscripto en el sentido común de los sectores populares latinoamericanos- sino dos agudas y crecientes restricciones al desarrollo económico.

La primera de esas restricciones consiste en la salida de divisas al exterior que se genera por el pago de los intereses devengados a los acreedores externos que son los organismos internacionales de crédito, los bancos transnacionales y los tenedores de bonos o títulos emitidos tanto por el sector público como por el sector privado. Ciertamente, la evolución de los intereses pagados que se acumulan entre 1975-2001 es espectacular ya que se expande al 16% anual acumulativo, alcanzando al final de período a 117 mil millones de dólares, monto que supera el nivel del PBI que, en el 2002, luego de la ruptura del régimen convertible, ronda los 105 mil millones de dólares. La segunda restricción al crecimiento es la fuga de capitales locales al exterior cuya expansión a lo largo de las últimas décadas es más reducido que el pago de los intereses devengados (13%) pero su monto al final del período llega a 138 mil millones de dólares, superando a los anteriores en un 18% y en un 30% al PBI del 2002. Ambas superan el ritmo de expansión del stock de deuda externa neta (equivalente a la deuda externa bruta menos amortizaciones) que evoluciona al 12% anual acumulativa y alcanza a 138 mil millones de dólares en el 2001.

En otras palabras, la modalidad que adopta el endeudamiento externo en el caso argentino no sólo da como resultado que durante un cuarto de siglo la deuda neta ascienda a 138 mil millones de dólares y se hayan pagado más de un PBI en concepto de intereses, sino que además genera una salida de capitales locales al exterior que supera a los intereses pagados y es equivalente a la deuda externa neta al final de período. De esta manera, en la ecuación de ahorro-inversión operan dos brechas, el pago de las amortizaciones y los intereses a los acreedores a raíz de la deuda externa y, además, la fuga de capitales al exterior que llevan a cabo los sectores oligopólicos de la economía local sobre la base de su endeudamiento en el exterior.

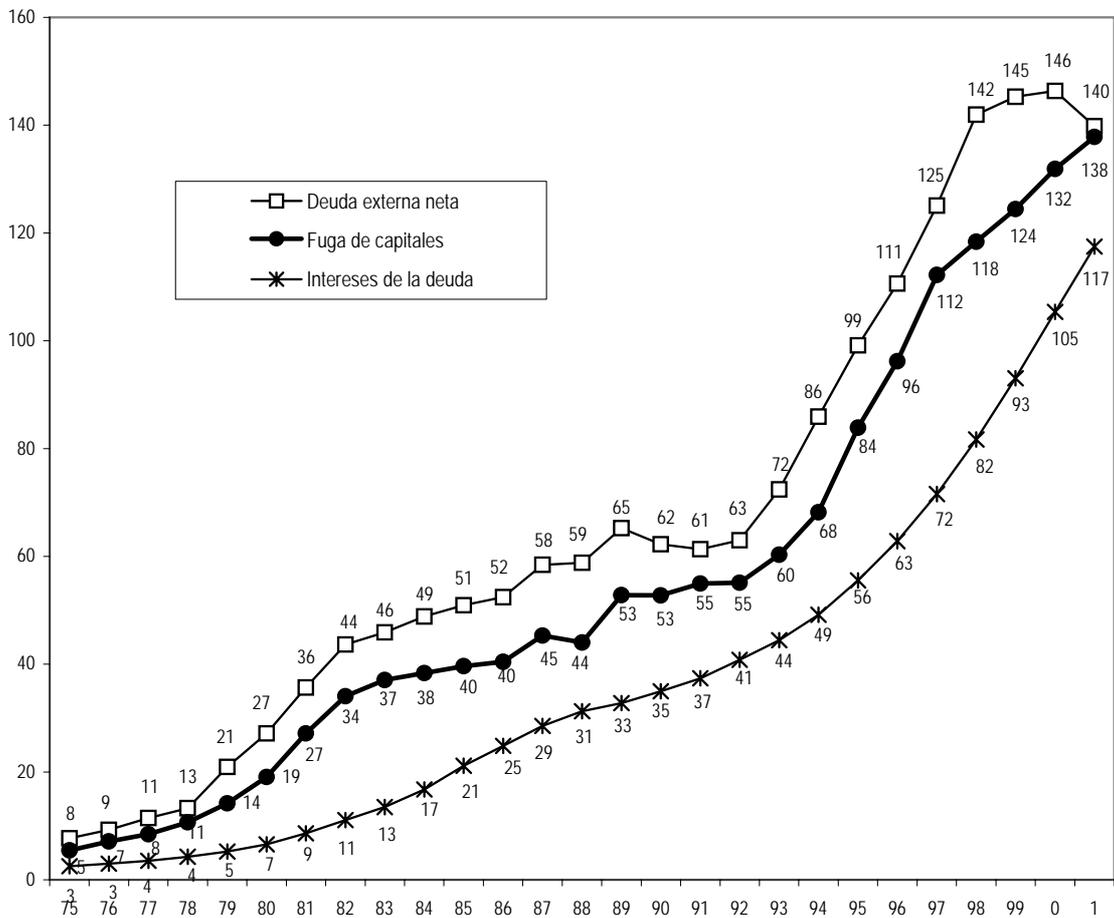
En conjunto, ambas brechas representan prácticamente 2,5 veces el PBI del 2002 y más que duplican el ahorro externo que se incorpora durante el mismo período a la economía local -estimado en 100 mil millones de dólares excluyendo la capitalización de bonos de la deuda externa utilizado en las privatizaciones-, con el agregado de que esta

monumental transferencia de activos físicos estatales al capital oligopólico local y extranjero plasmada mediante el programa de privatización de las empresas estatales.

⁵ La acentuada concentración del endeudamiento externo privado en la Argentina en manos de un conjunto reducido de grupos económicos locales y capitales extranjeros es analizada en: E. M. Basualdo, "Deuda Externa y poder económico en la Argentina", Editorial Nueva América, Buenos Aires, 1987.

incorporación de ahorro externo, vía Inversión Extranjera Directa, está primordialmente destinada a la adquisición de empresas instaladas y no a la instalación de nuevos establecimientos productivos. Obviamente, de esta evaluación está excluida la significativa renta que generan en el exterior, los recursos fugados por los residentes locales. Entre 1970 y 2001, el stock de estos ingresos percibidos en el exterior supera los 50 mil millones de dólares, y al no ser consideradas en las habituales estimaciones de distribución del ingreso, conllevan una marcada subestimación de la regresividad existente, la cual de por sí se ha acentuado notablemente a partir de la última dictadura militar⁶.

Gráfico Nro. 1
Evolución de la deuda externa neta, la fuga de capitales y los intereses pagados, 1975-2001
(miles de millones de dólares)



Fuente: Elaboración propia sobre la base de información del BCRA y

⁶ Un análisis pormenorizado de la fuga de capitales locales al exterior, así como de las rentas generadas en el exterior se puede consultar en: E. M. Basualdo y M. Kulfas, "Fuga de capitales y endeudamiento externo en la Argentina", Realidad Económica, Nro. 173, Buenos Aires, julio-agosto de 2000.

En este contexto, es definitorio comprender que si bien en la valorización financiera la deuda externa funge para los deudores externos como una inmensa masa de recursos pasible de ser valorizada en el mercado financiero interno, no es la que genera la renta que dichos agentes económicos obtienen al endeudarse pagando la tasa de interés internacional y percibiendo la tasa de interés interna. Hay un hecho previo que tiene una gran significación porque establece la condición de posibilidad para que se concrete la valorización financiera: una inédita redistribución del ingreso en contra de los asalariados. En efecto, la dictadura militar desde el mismo momento del golpe militar del 24 de marzo de 1976 pone en marcha una redistribución del ingreso de una magnitud desconocida hasta ese momento, mediante una caída abrupta del salario real -superior al 40% incluyendo el año 1977- que tiene como resultado una notable reducción de la participación de los asalariados en el ingreso nacional (desciende de, aproximadamente el 45% al 30%). En realidad, la instauración de la valorización financiera les permite a los sectores dominantes (grupos económicos locales, capital extranjero y acreedores externos) darle un carácter estructural a las dos redistribuciones de ingresos que se suceden en el tiempo. La primera de ellas, es volver irreversible el nuevo nivel de la participación de los asalariados en el ingreso y la otra, excluir como destinatarios menores de esa redistribución a las fracciones más débiles de la burguesía industrial.

Si bien, el nuevo y menor nivel de la participación de los asalariados en el ingreso resultaron irreversibles hasta la actualidad, las modalidades mediante las cuales se consolida esa situación en el tiempo, tal como se observa en el Gráfico Nro. 2, fueron distintas. En los primeros años de la dictadura militar, la concentración del ingreso avanza, exclusivamente, mediante una brutal caída del salario real promedio, mientras que en la década de los años ochenta comienza a incidir la desocupación y, más aún, la subocupación de la mano de obra. Finalmente, durante la década de los años noventa, si bien se acentúa la contracción salarial, la principal vía para reducir la participación de los asalariados en el valor agregado generado anualmente es el explosivo crecimiento de la desocupación y, en menor medida pero también acelerado, el de la subocupación de la mano de obra.

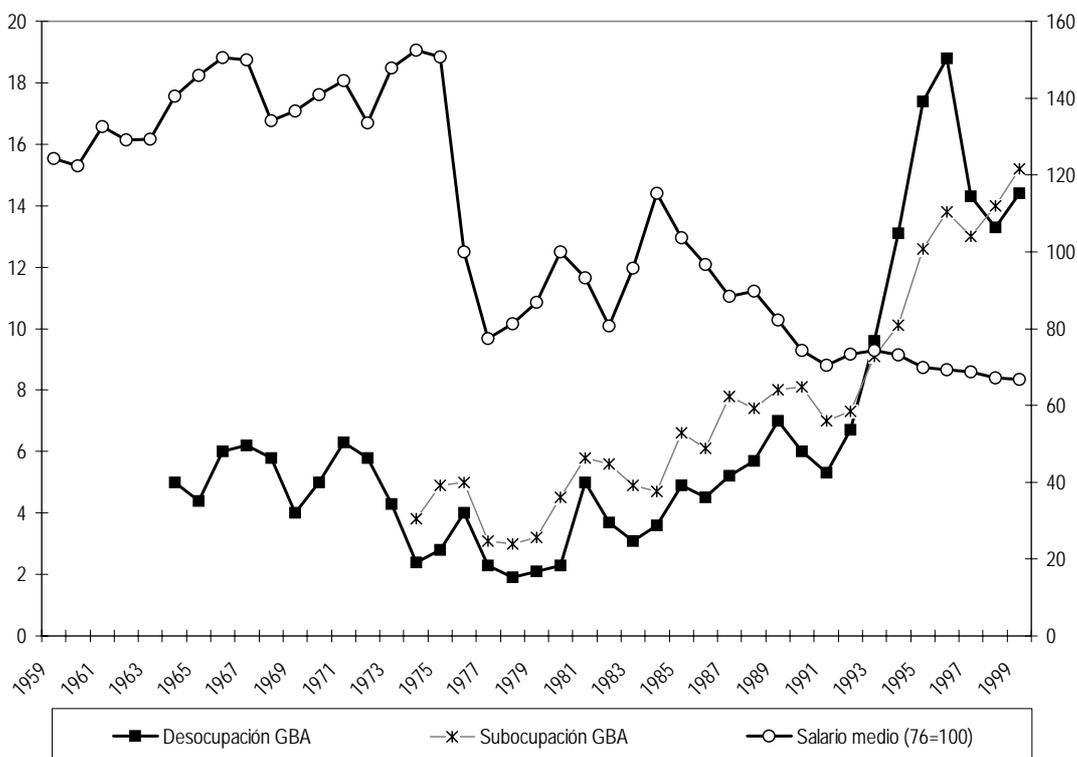
En esta última etapa es cuando cobra forma la redefinición del mercado de trabajo ya que durante la vigencia del régimen de Convertibilidad se despliega una política sistemática, con idas y vueltas en función de los diferentes conflictos sociales resultantes, orientada a remover la normativa que modelaban el mercado de trabajo⁷. Es durante estos años que se remueven drásticamente los factores económicos e institucionales que limitan un mayor avance del capital sobre el trabajo, desencadenándose un proceso en el cual la expulsión de mano de obra, y la consecuente desocupación y subocupación, opera en el sentido clásico del ejército industrial de reserva⁸ y además como masa marginal⁹, e

⁷ Es así como a lo largo de esta década se replantean, mediante decretos del Poder Ejecutivo, las normas sobre la determinación salarial (se elimina la indexación salarial, se descentraliza la negociación colectiva y se vinculan las variaciones salariales a la evolución de la productividad); se limita el derecho de huelga; se altera el régimen de vacaciones; se privatiza el sistema de prevención de accidentes de trabajo; se ponen en vigencia diversas formas de contratos temporarios que disminuyen el costo para los empresarios (los denominados "contratos basura"); se reducen los aportes patronales a la seguridad social y las asignaciones familiares; disminuyen las indemnizaciones por despido; etcétera. Todas estas políticas consolidan una notable precariedad en el mercado de trabajo y un salto cualitativo en las condiciones de explotación de la mano de obra que es generalizado pero reconoce como epicentro a las grandes empresas oligopólicas, sustento de los sectores dominantes en la Argentina. Respecto al comportamiento de las grandes firmas ver: J. Santarcangelo y M. Schorr, "Desempleo y precariedad laboral en la Argentina durante la década de los noventa", Estudios del Trabajo Nro. 20, ASET, 2000.

⁸ Al respecto, ver: Carlos Marx; El Capital. Crítica de la Economía Política, Tomo I, Fondo de Cultura Económica, México, 1968, pág. 543 y ss.

incluso como una población excedente sin posibilidad alguna de reinserirse tanto en el mercado de trabajo formal -vinculado al funcionamiento del capital predominante o a ciertos sectores más débiles del empresariado-, o informal.

Gráfico Nro. 2
Evolución del salario real promedio, la desocupación y la subocupación en el Gran Buenos Aires, 1959-1999 (porcentaje y número índice 1976=100)



Fuente: Elaboración propia sobre la base de la información del INDEC y FIDE.

Se trata de un proceso absolutamente coherente con la vigencia de un funcionamiento económico que deteriora crecientemente la formación de capital y que desencadena una profunda desindustrialización que no tiene antecedentes en el país. Visto desde la perspectiva de la clase trabajadora, se constata que la creciente heterogenidad de la misma está estrechamente vinculada a la profunda reestructuración industrial de las últimas décadas. Así, los regímenes de promoción industrial aplicados durante las décadas anteriores (que subsidiaban predominantemente a las grandes firmas

⁹ El concepto de *masa marginal* fue planteado por J. Nun (Marginalidad y exclusión social, FCE, Buenos Aires, 2001) a fines de los años 60, definiéndolo como: "...esa parte afuncional o disfuncional de la superpoblación relativa. Por lo tanto, este concepto -lo mismo que el de ejército industrial de reserva. Se sitúa a nivel de las relaciones que se establecen entre la población sobrante y el sector productivo hegemónico. La categoría implica así una doble referencia al sistema que, por un lado, genera este excedente y, por el otro, no precisa de él para seguir funcionando...En rigor se superponen y combinan dos procesos de acumulación cualitativamente distintos que introducen una diferenciación creciente en el mercado de trabajo y respecto de los cuales varía la funcionalidad de excedente de población. De esta manera, los desocupados pueden ser, a la vez, un ejército industrial de reserva para el sector competitivo y una masa marginal para el sector monopolístico" (pág. 87 y 89).

oligopólicas y no al trabajo) produjeron una doble fractura en la clase trabajadora industrial. Por un lado, surge un nuevo estrato de trabajadores industriales que está constituido por los nuevos operarios que ocupan las plantas manufactureras radicadas en las regiones promocionadas. Los mismos tienen un escaso grado de sindicalización y perciben, para igual calificación, salarios mucho más reducidos que los trabajadores de los centros industriales tradicionales. Por otra parte, como en buena medida las nuevas plantas industriales son el resultado del traslado de los establecimientos que estaban radicados en las zonas tradicionales (Gran Bs. As., Rosario o Córdoba), estas políticas tienden a consolidar el proceso de desocupación y marginalidad social en los lugares de origen porque, si bien se trasladan las plantas industriales, no ocurre lo mismo con los trabajadores que hasta ese momento estaban ocupados por los mismos. Por lo tanto, de ese proceso surge otro estrato dentro de la clase trabajadora que son los desocupados, los cuales mantienen obvias diferencias con los anteriores, tanto como las que ambos - desocupados y nuevo proletariado industrial- mantienen con los trabajadores industriales tradicionales. Es indudable que esta situación se agrava durante los años 90, en consonancia con una profundización del proceso de desindustrialización y la privatización de las empresas estatales, deviniendo los trabajadores desocupados en uno de los estratos más dinámicos en las luchas sociales que se despliegan durante los últimos años de la Convertibilidad. Todos los estratos mencionados anteriormente forman parte de la clase trabajadora. En el marco de consolidada heterogeneidad de los trabajadores no sólo se vuelve más dificultosa la convergencia sobre reivindicaciones comunes sino que, incluso, se comienzan a esbozar contradicciones entre ellos¹⁰.

- **Las diferentes etapas del endeudamiento externo y la fuga de los capitales locales**

Es innegable que el funcionamiento básico de la deuda externa descrito precedentemente asume, a lo largo de las diferentes etapas que recorre en las últimas décadas, rasgos específicos vinculados a la evolución de la economía interna e internacional, las cuales determinan alteraciones significativas en términos cuantitativos e incluso en la relación que se establece entre el endeudamiento externo y la fuga de capitales al exterior. Estas diversas alternativas se constatan en el Gráfico Nro. 3, donde constan los promedios anuales de ambas variables en cada período, evaluadas en dólares del 2001.

Al encarar una breve revisión histórica, es ineludible señalar que la Reforma Financiera¹¹ es el primer paso hacia una modificación drástica de la estructura económico-social sustentada en la sustitución de importaciones¹². Durante los primeros años (1977 y

¹⁰ Un ejemplo de esas contradicciones se despliega en nuestros días a partir de los planes para desocupados (Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados). Donde las organizaciones de trabajadores desocupados median entre el Estado, que provee los fondos, y los desocupados propiamente dichos. La principal reivindicación de esas organizaciones, cuya capacidad de negociación emerge de su trabajo territorial, no es la generación de empleo sino la de incrementar la cantidad de planes otorgados y el monto unitario de los mismos. De esta manera, se consolida una identidad propia, diferenciada del resto de los trabajadores, que se afianza a partir de la teoría de los nuevos actores sociales que surgen del proceso de desindustrialización.

¹¹ La misma, se instaura legalmente a comienzos de 1977 mediante la sanción de la Ley 21.495 -que norma la descentralización de los depósitos- y la Ley 21.526 -que establece un nuevo régimen para las entidades financieras-, las cuales se ponen en vigencia a partir del junio de 1977 (Memoria del Banco Central de 1977, pág. 41).

¹² Es relevante destacar que dicha reforma pone fin a tres rasgos centrales del funcionamiento del sistema financiero hasta ese momento: la nacionalización de los depósitos por parte del Banco Central, la vigencia de una tasa de interés controlada por dicha autoridad monetaria y las escasas posibilidades de contraer obligaciones financieras con el exterior por parte del sector privado. De esta manera, el Estado le transfiere al

1978) dicha reforma se articula con dos sucesivas políticas de corte monetarista orientadas, según la conducción económica, a controlar el proceso inflacionario que implican sendos fracasos: la política monetaria ortodoxa (entre junio de 1977 y abril de 1978) sustentada en la contracción de la base monetaria y aquella sustentada en eliminar las expectativas de inflación (entre mayo y diciembre de 1978).

Recién a partir de 1979 la dictadura militar encuentra la clave para orientar hacia su base social la redistribución regresiva del ingreso en contra de los asalariados e introducir modificaciones estructurales que la vuelven irreversible. En efecto, entre ese año y, prácticamente, 1983 a través del *enfoque monetario de balanza de pagos* donde convergen la Reforma Financiera con una apertura externa discriminada a favor del capital oligopólico en el mercado de bienes y de capitales¹³.

A partir de allí, se pone en funcionamiento el comportamiento clásico de la valorización financiera descrito anteriormente que genera resultados en términos de la deuda externa y la fuga de capitales inéditos hasta ese momento que, por la naturaleza del proceso, están acompañados por una profunda crisis y reestructuración en la economía real. La peculiaridad de ese entonces radica en que ese acelerado endeudamiento externo está motorizado por primera vez en muchas décadas por el sector privado y se verifican otros dos fenómenos igualmente desconocido hasta ese momento: cada 100 dólares que entran vía el endeudamiento externo total se transfieren 81 al exterior y el monto de esta fuga de capitales es equivalente a tres veces el monto de los intereses devengados por el endeudamiento externo durante esos mismos años.

En las postrimerías de etapa, eclosiona en 1982 la crisis de la deuda externa en América Latina a partir de la moratoria mexicana. Se trata del período de mayor debilidad de la banca acreedora porque en esos años se conjugan una manifiesta insolvencia de los países deudores con una notablemente elevada exposición de los bancos transnacionales que por su magnitud ponía en riesgo la propia sustentabilidad del sistema financiero de los propios países centrales, especialmente los de origen norteamericano. Se abre a partir de allí una etapa que a nivel internacional se caracteriza por la política de los bancos acreedores de establecer reservas que le permitan enfrentar posibles moratorias de los países endeudados y por una notable reducción del financiamiento externo a la región, que no sólo se manifiesta con intensidad en el país sino que agrava por el deterioro de los términos de intercambio durante esos años. Tal como se constata en el Gráfico Nro. 3, el endeudamiento externo se reduce drásticamente así como la fuga de capitales al exterior, ya que esta última está en función de la anterior.

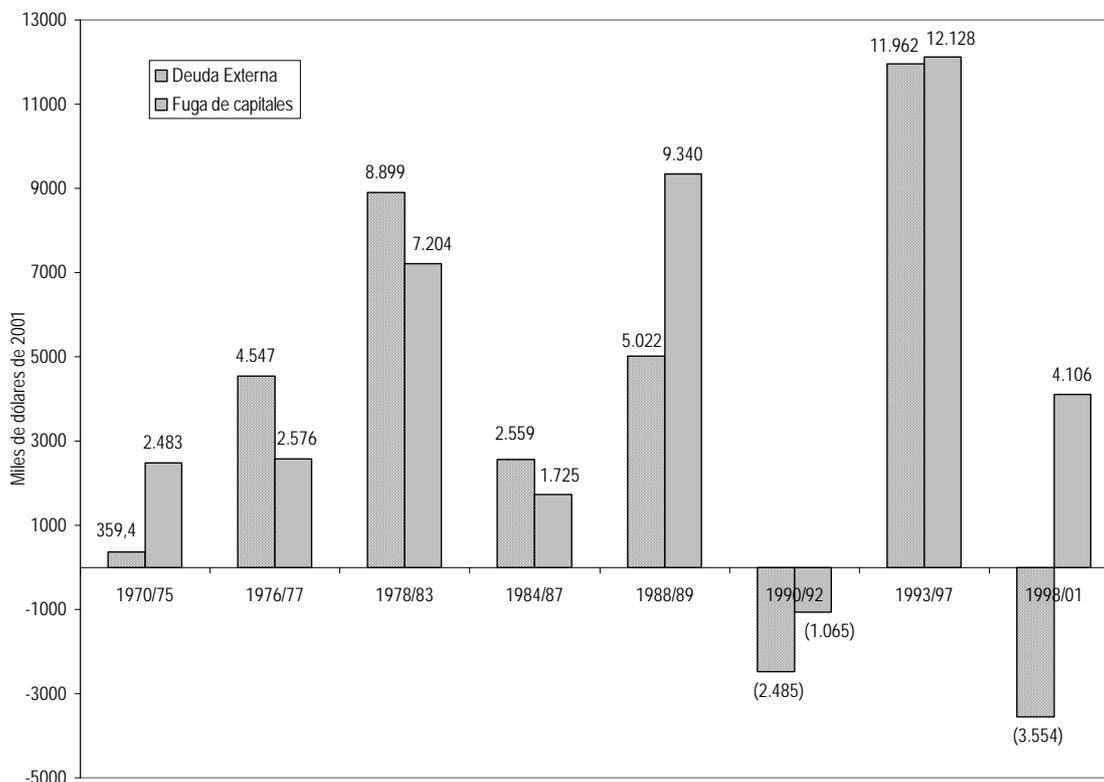
Debido a estas circunstancias, el aspecto predominante del ciclo de la deuda externa ya no consiste en su dinamismo sino en la transferencia de la deuda externa privada al Estado que llevan a cabo los sectores dominantes del capital. Cabe recordar que la transferencia de la deuda externa privada al Estado a través de los regímenes de seguro de cambio que se aplican desde comienzos de 1981, es uno de los elementos sobre los que se estructura la *valorización financiera* y cobra forma a partir de las grandes licuaciones de deuda privada con cargo al Estado que pone en marcha la dictadura militar y continúa durante el gobierno constitucional que la sucede. Las estimaciones disponibles, indican que sólo hasta 1983 dichas transferencias estatales al *establishment económico*

sector privado uno de los instrumentos relevantes mediante los cuales se concretan las transferencias intersectoriales de recursos durante la sustitución de importaciones.

¹³Las características de estas políticas y algunos de sus principales efectos macroeconómicos, se encuentran analizadas en los siguientes trabajos: R. Frenkel ("El desarrollo reciente del mercado de capitales en la Argentina", Desarrollo Económico, 1980; A. Canitrot, "Teoría y práctica del liberalismo. Política antiinflacionaria y apertura económica en la Argentina, 1976-1981", Estudios CEDES N° 10, 1980; J. V. Sourrouille, "Política Económica y procesos de desarrollo. La experiencia argentina entre 1976 y 1981", Estudios e informes de la CEPAL, N° 27, 1983; y A. Canitrot, "Orden social y monetarismo", Cuadernos CEDES N° 7, 1983.

endeudado con el exterior en los años previos, superaron largamente los 8 mil millones de dólares¹⁴.

Grafico Nro. 3
Evolución de la deuda externa total y la fuga de capitales locales, 1970-2001
(promedio anual en miles de dólares de 2001)



Fuente: Elaboración propia sobre la base de información del BCRA y FMI

Durante el transcurso de los años ochenta, la convergencia del alejamiento de la posibilidad de moratorias masivas y el incremento de las reservas establecidas por los bancos acreedores para enfrentar eventuales procesos de “no pago” por parte de los países latinoamericanos, les permite a los mismos superar su crítica situación de principios de la década. A mediados de esa década, ese proceso de fortalecimiento de los bancos acreedores se encuentra avanzado y actúan en consecuencia. En la asamblea anual del FMI de octubre de 1985, se lanza el denominado Plan Baker, mediante el cual los acreedores externos agregan una nueva problemática, por cierto significativa, en la negociación que llevan a cabo con los países latinoamericanos a raíz de la deuda externa

¹⁴ Un análisis de la evolución y el impacto de la estatización de la deuda externa privada mediante los seguros de cambio se encuentra en E. Basualdo, op. cit., 1987. Por su parte, el Banco Mundial (Economic Memorandum on Argentina, Report N° 4979-AR, June 22, 1984) realiza las siguientes consideraciones respecto a este régimen: “En julio de 1981, el BCRA introdujo un seguro de cambio para postergar el vencimiento de las deudas externas del sector privado que debían extenderse, por lo menos, a 540 días. La prima inicial cobrada por el BCRA estaba algo más del 2% mensual. A pesar de que fue aumentando por la indexación que contemplaba, la prima se mantuvo muy por debajo de las tasas de devaluación del período, de tal manera que los incentivos para el sector privado eran muy fuertes y llegaron a generar deuda ficticia. Se alega que la práctica denominada autopréstamos -por ejemplo, la creación por parte de residentes argentinos de deuda externa cubierta por un depósito en el exterior o por algún otro activo- suman 5 mil o más millones de dólares, que quedaron registrados como deuda externa.” (pág. 67) (traducción propia).

durante esos años. Se trata, nada menos, de la necesidad de comenzar a rescatar el capital adeudado por los países de la región. Por cierto, en ese momento nadie podía ignorar que los deudores externos carecen de las divisas necesarias para saldar la totalidad de los servicios devengados de dicho endeudamiento e, incluso, proliferan diversos bonos de la deuda externa como paliativo a dicha carencia. En esa situación, resultaba impensable que comenzaran a pagar el capital adeudado y por esa razón los acreedores externos le plantean a sus deudores la necesidad de hacerlo con activos y, específicamente, con las empresas públicas que constituyen los activos más relevantes de los Estados latinoamericanos.

En este contexto, al mismo tiempo que culmina la transferencia de la deuda externa privada al sector público, comienza en 1988 una de las etapas más críticas de la para la sociedad argentina durante las últimas décadas. Todos los rasgos, estructurales y coyunturales, que exhibe el proceso que desemboca en las crisis hiperinflacionaria de 1989, indican la existencia de un conflicto entre las fracciones del capital que conforman el bloque dominante. El predominio de los grupos económicos locales sobre los acreedores externos en la apropiación del excedente generado socialmente y en la redistribución del ingreso que pierden los asalariados a partir de la dictadura militar, llega a su punto culminante a fines de la década analizada, cuando se instaura en mayo de 1988 una moratoria “de hecho” de la deuda externa. Por lo tanto, después de casi cinco años de lanzado el Plan Baker, los bancos acreedores no sólo no logran avanzar en la privatización de las empresas estatales para apropiarse del capital adeudado sino que, además, dejan de percibir los intereses y las amortizaciones de capital. En realidad, lo sorprendente es que la corrida cambiaria se produzca recién en 1989, lo cual responde a la pugna entre los organismos internacionales de crédito por conducir el proceso de negociación priorizando las políticas de ajuste, en el caso del FMI, o de reformas estructurales -privatización de las empresas públicas-, por parte del Banco Mundial¹⁵.

Estas pugnas son la manera específica que durante la valorización financiera se profundiza el predominio del capital sobre el trabajo, porque a partir de su desarrollo los sectores dominantes logran avanzar en la concentración de la distribución del excedente y de la riqueza acumulada socialmente. Su reiteración en el tiempo, indica que se trata de un patrón de comportamiento con una dinámica que difiere marcadamente de las disputas entre el capital y el trabajo durante la segunda etapa de sustitución de importaciones (1958-1975). En las actuales circunstancias, la clase trabajadora ya no conduce un bloque social alternativo que se enfrenta con los sectores dominantes para definir la conducción del

¹⁵ Es insoslayable señalar que, ante esta moratoria de hecho, los acreedores externos no toman medidas punitivas inmediatas debido a las pugnas de poder que dentro de los organismos internacionales de crédito trae aparejada la nueva exigencia de saldar el capital adeudado que pone en marcha el Plan Baker. En efecto, por una política expresa, aunque no escrita, del Tesoro norteamericano, el lanzamiento del mencionado plan jerarquizó la importancia del Banco Mundial que tomaba a su cargo las “reformas estructurales” mientras que el FMI continuaba con su política de ajuste en el corto plazo, apoyado tanto por los acreedores externos como por el “Club de París”. Las diferencias entre ambos organismos estaban centrada, dejando de lado las pujas institucionales por el poder, en el orden de prelación de las problemáticas que cada una asume y no en sostener concepciones contrapuestas. Mientras que el Departamento del Tesoro y el Banco Mundial sostienen que es necesario que los países deudores avancen en la apertura comercial y, fundamentalmente, en la privatización de las empresas estatales -es decir en el pago del capital adeudado-, el resto del bloque acreedor enfatiza la necesidad de cumplir con las políticas de ajuste para saldar los servicios devengados por la deuda externa. La resolución de ese conflicto a favor del FMI en ocasión del recambio presidencial en EE.UU. a fines de 1988, resulta letal para el primer gobierno constitucional posterior a la dictadura militar: en 1989 se desata la peor crisis hiperinflacionaria de la historia argentina que la inician los bancos acreedores en febrero de 1989. Sobre este tema se puede consultar el trabajo realizado por: M. Botzman y D. Tussie, “Argentina y el ocaso del Plan Baker. Las negociaciones con el Banco Mundial”, Boletín Informativo Techint, enero-marzo 1991. También: A. García y S. Junco, “Banco Mundial y Plan Baker. Análisis del caso argentino”, Boletín Informativo Techint, enero-febrero 1989.

Estado y el destino del excedente, sino que se encuentra aislada y su resistencia a la dominación social es defensiva. La vigencia de un conflicto entre el capital y el trabajo mediado por las contradicciones dentro de los sectores dominantes, es uno de los elementos que le oscurece las características centrales del proceso a la clase trabajadora y, quizá por eso, la irrupción de las crisis recurrentes que son esenciales para la profundización de la valorización financiera, la sorprenden en una situación tan inerme.

La otra condición que determina que la valorización financiera se profundice a través de grandes crisis está relacionada con la diferente posición que ocupan las fracciones dominantes en la misma. No se trata únicamente que, en términos de la deuda externa, la fracción dominante local sea la deudora y los bancos transnacionales sean los acreedores - lo cual de por sí instala un conflicto de intereses-, sino también que esa fracción local detenta el control sobre el sistema político mediante un régimen específico que es el *transformismo argentino*¹⁶, a pesar de que los bancos extranjeros son significativamente más poderosos en términos estrictamente económicos. De allí que los acreedores externos, al tener bloqueada la posibilidad de modelar un sistema político a su "imagen y semejanza", recurran a su poderío económico, provocando conmociones económicas y sociales para modificar una situación que les es adversa.

En términos de la deuda externa y la fuga de capitales locales al exterior, obviamente dicha crisis define una notable expansión de ambas variables pero con la particularidad, típica en las épocas de crisis, que la fuga de capitales no solamente se expande notoriamente sino que supera, incluso, al monto de la deuda externa, a pesar de que esta última se expande velozmente por las amortizaciones y los intereses impagos (Gráfico Nro. 3).

Abordando el análisis de la última etapa previa al agotamiento de la valorización financiera (1990-2001), resulta evidente que inicialmente los sectores dominantes logran superar la dramática crisis de esos años mediante la convergencia de la desregulación

16 Un análisis sobre el peculiar funcionamiento del sistema político bipartidista y la conformación del transformismo argentino, se encuentra en: E. M. Basualdo, "Sistema Político y modelo de acumulación en la Argentina", FLACSO/Universidad Nacional de Quilmes/IDEP, Buenos Aires, 2001. Al respecto allí se sostiene que: "La otra contradicción que se expresa con intensidad durante estos años se origina en la acentuada simbiosis del sistema político con una de las fracciones dominantes y, en consecuencia, la relativa lejanía que mantiene respecto de las otras. En efecto, desde sus orígenes, el transformismo argentino se fue moldeando sobre la base de la interacción del sistema político con la fracción local de los sectores dominantes, constituida por los grupos económicos locales y algunos conglomerados extranjeros de origen europeo y de larga data en el país (tal el caso de Bemberg o de Techint). Esto no significa que las iniciativas de las otras fracciones dominantes, como por ejemplo los acreedores externos, no tuvieran influencia en el rumbo adoptado por el sistema político, sino que las mismas transitan por la imposición de los grandes lineamientos que adoptan las políticas económicas y sociales pero no en la forma específica que las mismas finalmente asumen en el país, porque allí es donde opera con inusitada eficacia la relación de la fracción local con el sistema político. La causa más elemental, pero no por ello menos relevante, para que ello ocurra es que los grupos económicos y algunos conglomerados extranjeros son los que actúan cotidianamente en el país y lo hacen desde hace muchas décadas. Por otra parte, y no menos importante, es que la conducción estratégica de la fracción local se encuentra radicada en el país y, en consecuencia, está directamente involucrada en la construcción del nuevo sistema político. Por el contrario, para las fracciones extranjeras, incluida la mayoría de las empresas extranjeras insertas en la producción y los servicios, la conducción local es un eslabón más que debe responder a las normas y la planificación establecida en los países de rigen en que está ubicada la casa matriz" (págs 83 y 84). Asimismo, respecto al Pacto de Olivos se menciona que: "...el transformismo argentino se institucionaliza a fines de este período, cuando los dos partidos centrales del sistema político firman el denominado "Pacto de Olivos". Este acuerdo, que pone en marcha una reforma constitucional que permitirá la reelección de Menem, consolida la nueva dinámica del sistema político aprobando todo lo actuado, reforma la composición de la Corte Suprema de Justicia, al mismo tiempo que ubica, dentro del nuevo sistema de dominación, al peronismo como el partido de mayor jerarquía orgánica y al radicalismo como su rueda auxiliar" (pág. 74).

económica y la reforma del Estado -cuyo epicentro es la privatización de las empresas estatales-, con la instauración del régimen de Convertibilidad y el Plan Brady¹⁷.

En términos de la deuda externa y la salida de capitales locales al exterior, durante la Convertibilidad se suceden etapas disímiles e, incluso, contradictorias que se originan en la irrupción de otros factores que sobredeterminan el funcionamiento clásico de la valorización financiera. Sin abordar un análisis pormenorizado de la privatización de las empresas estatales y considerando solamente lo atinente a la problemática planteada, es pertinente recordar que los sectores dominantes presentaron al programa de privatización de empresas públicas como el cambio estructural que desplazaría a la valorización financiera como eje central de la economía argentina porque crearía las condiciones para retener el ahorro interno, evitando la fuga de excedente al exterior. En la realidad ocurrió todo lo contrario, las privatizaciones quedarán subordinadas a la valorización financiera, ubicándose junto a la relación entre la tasa de interés interna e internacional como el otro factor determinante de ese proceso. Esta subordinación de las privatizaciones a la lógica financiera se hace patente en la posterior y masiva transferencia de capital cuyo núcleo central está constituido por la venta de las tenencias accionarias de la fracción dominante local al capital extranjero¹⁸.

Es así que durante los primeros años (1990-1992), se realiza el grueso de las privatizaciones, generándose una sensible reducción de la deuda externa debido a que en las mismas se rescatan bonos de la deuda externa que se aceptan como parte de pago (programa de capitalización de bonos de la deuda externa). Por otra parte, en ese mismo período y por la misma razón se registra otro proceso inédito que es la repatriación de capitales locales invertidos en el exterior debido a que los capitales oligopólicos locales constituyen accionistas relevantes en los consorcios privados que toman a su cargo la prestación de los servicios públicos (Gráfico Nro. 3).

Al respecto, es preciso tener en cuenta que el *modus vivendi* definido por los sectores dominantes en el proceso de privatizaciones, consiste en constituir una *comunidad de negocios* entre las fracciones que los componen (los grupos económicos locales, las empresas extranjeras y los bancos transnacionales), a través de su participación en la propiedad de los consorcios privados que toman a su cargo la prestación de los diversos servicios públicos. Por lo tanto, la disminución o el eventual retorno de los capitales locales invertidos en el exterior es la contrapartida de las múltiples participaciones accionarias en los nuevos consorcios que adquieren los grupos económicos locales. Su incidencia en la fuga de capitales al exterior es tan importante que la misma, como mínimo, se detiene cuando destinan ese excedente a la compra de activos públicos, a pesar de que, como ocurre en 1992, la relación entre la tasa de interés

¹⁷ En el marco de la crisis de la deuda externa y del Plan Baker, es dable asumir que el Plan Brady -anunciado por el Secretario del Tesoro de EE.UU. en marzo de 1989- constituye un nuevo intento, complementario del Plan anterior, por lograr que los bancos comerciales recuperen el capital y cobren los intereses adeudados por los países latinoamericanos y, sobre esa base, puedan abandonar su alto nivel de exposición dejando de ser los principales financiadores de la región. La creciente importancia de los nuevos intermediarios financieros, los fondos de inversión, plantan la posibilidad cierta de disminuir drásticamente el alto nivel de exposición de los bancos transnacionales. El Plan Brady, no sólo incorpora innovaciones para que los bancos comerciales accedan al mismo, sino que también incluye otras que posibilitan la aceptación por parte de los países deudores. Para satisfacer ambos aspectos, el Plan Brady incorpora como instrumento de pago los bonos del Tesoro de EE.UU. cupón cero a 30 años, los cuales al no pagar intereses sino capitalizar los mismos a lo largo del tiempo le permite a los deudores reducir muy significativamente el costo inicial y a los acreedores asegurarse el cobro de la deuda al final del período. Es importante reparar en que la utilización de este tipo bonos trae aparejada una forma de financiamiento para el propio Tesoro norteamericano.

¹⁸ Al respecto, ver: M. Abeles, K. Forcinito y M. Schorr, "El oligopolio telefónico argentino frente a la liberalización del mercado, UNQ-FLACSO-IDEP, Buenos Aires, 2001; E. M. Basualdo, "Las privatizaciones en la valorización financiera de los grupos económicos", Enoikos, Revista de la Facultad de Ciencias Económicas, Nro. 17, año VIII, noviembre de 2000.

interna versus la internacional llega los niveles más elevados del período, exceptuando el año 2001, en un contexto en que el riesgo de una devaluación era mínimo porque se estaba firmando el acuerdo por el Plan Brady y expandiendo la economía interna. De esta manera, durante los primeros años el impacto de las privatizaciones es definitorio en la reducción de la fuga de capitales y de la deuda externa, neutralizando el efecto de la elevada relación entre las tasas de interés interna e internacional que opera en el sentido contrario sobre ambas variables.

En los años posteriores (1993-1997) la evolución del proceso es claramente diferente porque los dos factores (las transferencias de capital y el diferencial de las tasas de interés) que definen el comportamiento de la valorización financiera ejercen su influencia alternativamente e, incluso, superpuestas y en el mismo sentido. De allí que durante estos años se registre el record histórico de ambas variables, con niveles de endeudamiento externo y salida de capitales superiores a los registrados durante la dictadura militar (Gráfico Nro. 3). El primer rasgo distintivo de las transferencias de capital de estos años es que se trata de un proceso que involucra la venta de una cantidad muy significativa de grandes empresas oligopólicas líderes en sus respectivas actividades pero, al mismo tiempo, estrechamente vinculado a las privatizaciones de las empresas estatales de la etapa anterior porque estas empresas, a medida que transcurre el tiempo y se incrementa substancialmente el monto de las transferencias, se constituyen como el núcleo central del mismo. Tanto es así, que los últimos años de esta etapa y la posterior pueden caracterizarse como “la segunda vuelta de las privatizaciones”¹⁹.

La otra característica particular del mismo consiste en que se trata de transferencias de capital en las cuales, predominantemente, la fracción dominante local es la vendedora y el capital extranjero el comprador. De esta manera, durante la década analizada se opera una reversión de la disminución de la incidencia del capital extranjero que se registra durante los años 80, pero de tal magnitud que este último período se caracteriza como el de “la extranjerización de la economía argentina”.

Así como la primera etapa se desarrolla sobre la base de la conformación de una comunidad de negocios entre las fracciones del capital determinantes en la evolución de la economía local, la segunda (1994-1997) se caracteriza por lo contrario, es decir por la disolución de la asociación entre esas fracciones del capital y un auge generalizado de las transferencias de la propiedad de las grandes empresas oligopólicas al capital extranjero y pertenecientes a capitales locales en general y a los grupos económicos locales en particular. Esta última fracción del capital, al tiempo que disminuye su importancia en la economía real por la venta de sus activos fijos acentúa su inserción estructural en la producción de bienes exportables con escasa demanda de insumos importados, lo cual la ubica como la fracción del capital con mayor superávit en su balanza comercial. La convergencia de la generalizada realización de ganancias patrimoniales mediante la venta de empresas y participaciones accionarias, con la diferencial entre la tasa de interés interna e internacional, determinan, en el marco de un abundante financiamiento internacional, un auge inédito en el endeudamiento externo y la fuga de capitales locales al exterior.

Desde el punto de vista del capital en su conjunto (financiero y productivo), resulta poco discutible que durante ambas etapas los grupos económicos modifican la composición del mismo, incrementando inicialmente la participación del capital fijo dentro del capital total en detrimento de su tenencia de activos financieros, especialmente en el exterior. Por el contrario, durante los años posteriores implementa el movimiento contrario

¹⁹ Al respecto, ver: E. M. Basualdo: Concentración y centralización del capital en la Argentina durante la década de los noventa. Una aproximación a través de la reestructuración económica y el comportamiento de los grupos económicos y los capitales extranjeros, FLACSO/Universidad Nacional de Quilmes/IDEP, Buenos Aires, 2000.

pero ampliado significativamente porque media el proceso de valorización financiera y de ganancias patrimoniales y, al mismo tiempo, intensifica su inserción en la economía real en aquellas producciones que exhiben un particularmente elevado superávit en el comercio exterior. Por lo tanto, cuando se inicia la crisis del régimen convertible (1998) el capital de esta fracción de los sectores dominantes está acentuadamente concentrado en activos financieros dolarizados y radicados en el exterior y sus ingresos provenientes de las firmas controladas en el país igualmente dolarizados. Es decir, tiene una notablemente elevada dolarización tanto de su stock de capital como de sus flujos de ingresos. Por el contrario, el capital extranjero se ubica en una situación opuesta ya que a lo largo de las dos etapas su posicionamiento sobre activos fijos es creciente debido a su participación en las privatizaciones, primero, y la adquisición de empresas productivas y prestadoras de servicios públicos, después.

Esta diferente inserción estructural asume una gran incidencia, tanto para definir el agotamiento definitivo del régimen convertible como las modalidades de su crisis e, incluso, su forma de resolución. En un intento de aprehender el fenómeno en su conjunto, cabe señalar que el peculiar comportamiento de los sectores dominantes descrito anteriormente junto al abundante financiamiento externo son los factores que hicieron posible este régimen haya perdurado más allá de lo previsible inicialmente.

En la última fase de la Convertibilidad (1998-2001), sobre la base estructural reseñada previamente, se ponen en marcha dos propuestas alternativas al régimen vigente que profundizan sus diferencias a lo largo del tiempo. La alternativa propuesta por los capitales extranjeros tiene como objetivo profundizar el régimen vigente, reemplazando la Convertibilidad por la dolarización. Obviamente, mediante esta eventual modificación de la política económica las subsidiarias extranjeras productoras de bienes o prestadoras de servicios en el país, se aseguran que los mismos mantendrán su valor en dólares, evitando sufrir pérdidas patrimoniales sobre los ingentes recursos invertidos localmente y a la banca transnacional radicada en el país, que sus deudas en dólares (depósitos) no se acrecentarán ni sufrirán pérdidas por incobrabilidad de sus préstamos en la misma moneda.

La otra propuesta es impulsada por los grupos económicos y algunos conglomerados extranjeros y tiene como objetivo central salir de la Convertibilidad mediante una devaluación del signo monetario. Salta a la vista, y se corrobora por la experiencia posterior, que este tipo de política económica genera los efectos contrarios a la anterior propuesta, infligiéndole pérdidas patrimoniales al capital extranjero y potenciando en la moneda local el poder económico de los grupos económicos locales, ya que sus recursos invertidos en el exterior y los ingresos corrientes de su saldo comercial están dolarizados. Sin embargo, la potencia de esta propuesta, que finalmente será la que prevalecerá como alternativa a la Convertibilidad, radica en que no se sustenta únicamente en los intereses particulares de la fracción del capital que la impulsa sino también en consolidación que registra el *transformismo argentino* a partir del Pacto de Olivos, suscripto entre los dos partidos políticos mayoritarios a mediados de los años noventa.

Los efectos macroeconómicos de la alternativa devaluacionista tienen una notable importancia, porque las pérdidas patrimoniales que implican sobre el capital extranjero operan sobre un stock de inversiones que ronda los 120 mil millones de dólares, mientras que las eventuales ganancias de los grupos económicos locales en particular están vinculadas al stock de los capitales invertidos en el exterior por residentes locales que alcanzan, aproximadamente, a 140 mil millones de dólares, así como a los ingresos corrientes derivados del saldo comercial que se menciona previamente. Asimismo, sus efectos sobre los sectores populares son obvios y, dada la experiencia reciente, huelgan los comentarios.

Durante los últimos años de la Convertibilidad, a partir de esta condensación de los intereses contrapuestos dentro de los sectores dominantes en el sector externo de la economía, se despliegan un conjunto de contradicciones acerca de los ejes centrales de la sociedad argentina: el formato institucional, la inserción internacional, el papel y la jerarquía de las instituciones intermedias, etcétera. En efecto, del análisis de los elementos que van integrando las propuestas enfrentadas se puede percibir que se trata de planteos que no se agotan en la reivindicación de intereses económicos inmediatos sino que tienen un horizonte de largo plazo que, mediante la constitución de alianzas sociales alternativas, buscan detentar la hegemonía en la sociedad. Para lograrlo, cada una de ellas integra alguna de las reivindicaciones que sostienen los sectores populares, pero las mismas son vaciadas y reprocesadas en función de los intereses de la respectiva fracción dominante que la impulsa. Así, la vertiente que propugna la dolarización reivindica la necesidad de replantear el *transformismo argentino* y la lucha contra la pobreza para incrementar la incidencia política de los sectores que la sustentan y asegurar la viabilidad de la dominación. Por su parte, los sectores que impulsan la devaluación enarbolan la necesidad de reactivar la producción y desconocer la deuda externa, consolidando el *transformismo* para poder ampliar su esfera de influencia en la economía real.

En la actualidad, habiéndose declarado formalmente la moratoria de los pagos externos en el 2001 y más recientemente la apertura de la renegociación de la deuda externa, parece poco discutible que la nueva administración gubernamental ha despertado expectativas acerca de la posibilidad de que se profundice el proceso democrático mediante la participación popular y la redistribución progresiva de los ingresos.

Noviembre 2003